

REVUE  
SENEGALAISE  
DE SOCIOLOGIE

ISSN : 0850/668 X



UNIVERSITE GASTON BERGER  
DE SAINT-LOUIS

N° 12  
Octobre 2020

Patrice CORREA  
Editorial

Abdoulaye NIANG  
Sciences et sixième sens : La physique des sub-quanta, les ondes de probabilité et le rôle de la paranormalité dans la créativité et la découverte scientifique

Ibrahima BAO  
Epistémologie et sociologie

Mamadou DIME  
Entre retour « subi » et retour « choisi » : enjeux des migrations de retour au Sénégal et rôles des dispositifs d'appui

Abdoulaye NGOM  
Les stratégies de lutte contre la migration clandestine à Kolda, région sud du Sénégal

Benoît TINE et Victor Nfansou DIATTA  
Les usages sociaux du cannabis en Casamance

Safietou DIACK  
L'expérience de la rue comme socialisation par la marge : itinéraires de jeunes de la rue (faqman) à Dakar

Boubacar BARRY  
Les moutons de villes, entre profils d'acteurs et pratiques d'élevage dans les espaces improvisés à Dakar et à Thiès (Sénégal)

Aïssatou DRAME et Cheikh Samba WADE  
Paradoxes et controverses du développement urbain : Les initiatives locales, supports du développement local urbain à Tambacounda

Mouhamadou Mansour DIA  
Pèlerinage à Fès : sens, logiques d'acteurs et levier de diplomatie religieuse

Serigne SYLLA  
Vulgarisation religieuse et service public : fonctions des radios confessionnelles dans un contexte de cohabitation religieuse au Sénégal

# Revue Sénégalaise de Sociologie

**Siège social : Section de sociologie, Université Gaston BERGER, BP 234  
Saint-Louis, Sénégal. Email : revue-sn.socio@ugb.edu.sn**

**Parrains d'honneur** Ndiawar SARR, ex recteur de l'Université Gaston BERGER (UGB) de Saint-Louis, Gora MBODJ (UGB), Issiaka Prosper LALEYE (UGB), Mamadou Balla TRAORE (UGB), Abdoulaye Bara DIOP, Université Cheikh Anta DIOP (UCAD).

**Fondateur** : Abdoulaye NIANG 1 (UGB)

**Directeur de publication** : Abdoulaye NIANG 1 (UGB), Adjoint : Ibrahima BAO (UGB)

**Rédacteur en chef** : Boubacar LY (UCAD), adjoint Abdoulaye NIANG 2 (UGB).

## Comité de rédaction

Amédoune BA (UGB)

Mamadou BA (UGB)

Ibrahima BAO (UGB)

Amath DIA (UASZ)

Lamarana DIALLO (UGB)

Paul DIEDHIOU (UASZ)

Fidèle DIEDHIOU (UGB)

Babacar DIENG (UGB)

Mamadou dit Nongo DIME (UGB)

Mouhamedoune Abdoulaye FALL (UGB)

Sambou NDIAYE (UGB)

Aïssatou NDIONGUE (Ministère du  
Tourisme, Université de Thiès)

Amadou NDOYE (Directeur ENTSS)

Abdoulaye NIANG 2 (UGB)

Cheikh Sadibou SAKHO (UGB)

Aly Sambou (UGB)

Mamadou Bonaventure SANE (UGB)

Kalidou SY (UGB)

Khadim THIAM (UGB)

Alioune WILANE (UGB)

Serigne Momar SARR (UASZ)

Serigne SYLLA (UGB)

## Comité scientifique

Ousseina ALIDOU (Rutgers, The State  
University of New Jersey)

Essé AMOUZOU (Université de Lomé)

Souleymane Bachir DIAGNE (Columbia  
University)

Mamadou DIOUF (Columbia University)

Momar Coumba DIOP (IFAN/CREPOS :

Centre de Recherche sur les Politiques  
Sociales)

Gilles HERREROS (Université Lyon II)

Nianguiry KANTE (Université de Ségou)

Souleymane KOUYATE (Recteur de  
l'Université de Ségou)

Boubacar LY (UCAD)

Angéline NANGA (Université de Bouaké)

Mohamed Alfred Inis NDIAYE (UGB)

Abdoulaye NIANG 1 (UGB)

Pierre Philippe REY (Paris VIII Saint-Denis)

Fatou DIOP SALL (UGB)

Ibou SANE (UGB)

Benjamin SOARES (University of Florida)

Moustapha TAMBA (UCAD)

Aly TANDIAN (UGB)

Jacky VIEUX (Maison du Fleuve Rhône  
/UNESCO)

## Comité de diffusion

Amath DIA (UASZ)

Fatoumata HANNE (UASZ)

Aïssatou NDIONGUE (Ministère du tourisme,  
Université de Thiès)

## Collaborateurs extérieurs.

Mahamat Foudda DJOURAB (Tchad)

Gorgui SEYE (IUT, Tremblay, France)

Ibrahima TRAORE (Mali)

## **Revue Sénégalaise de Sociologie : quelques indications pour la charte graphique**

**(NB : La charte graphique plus détaillée est en ligne et/ou envoyée aux auteurs)**

**Notes ou références intratextuelles :** (Nom de l'auteur année) ou (Nom de l'auteur année : pages)

Si le nom de l'auteur est déjà mentionné de manière explicite avant la référence de la parenthèse, il est inutile de répéter ce nom à l'intérieur de la parenthèse. On peut alors juste mettre l'année et les pages éventuellement.

### **Notes de bas de page**

Les numéroter en continu. Si vous aviez fait des notes de fin de page, il faudrait les convertir en notes de bas de page.

### **Citations**

Inclure les citations directement dans le texte si elles font moins de trois lignes. Décaler les citations à partir de trois lignes et les rédiger avec une taille de police et une interligne plus petite (taille de 11 et interligne simple).

### **Illustrations : Photographies, cartes, etc.**

Simplifier en mettant « Figure » pour toutes les illustrations, numéroter ces illustrations en continu et mettre une légende courte et explicite (sur une seule ligne). Mettre sur une deuxième ligne la source de la figure.

### **Mise en forme du texte :**

7500 mots au maximum la bibliographie comprise ;

Format word compatible 1997 – 2003 ;

Interligne 1,5 ;

Marges 3 cm gauche, droite, haut et bas ;

Police times new roman ;

Taille de police : 12.

## Sommaire

<a href="#"><u>Editorial</u></a> .....	1
<i>Patrice Corr�ea</i>	
<a href="#"><u>Sciences et sixième sens : La physique des sub-quanta, les ondes de probabilité et le rôle de la paranormalité dans la créativité et la découverte scientifique</u></a> .....	Erreur ! Signet non défini.
<i>Abdoulaye Niang</i>	
<a href="#"><u>�pist�mologie et sociologie</u></a> .....	Erreur ! Signet non défini.
<i>Ibrahima Bao</i>	
<a href="#"><u>Entre retour « subi » et retour « choisi » : enjeux des migrations de retour au Sénégal et rôles des dispositifs d'appui</u></a> .....	Erreur ! Signet non défini.
<i>Mamadou Dimé</i>	
<a href="#"><u>Les stratégies de lutte contre la migration clandestine � Kolda, région sud du Sénégal</u></a> .....	97
<i>Abdoulaye Ngom</i>	
<a href="#"><u>Les usages sociaux du cannabis en Casamance</u></a> .....	Erreur ! Signet non défini.
<i>Benoît Tine et Victor Nfansou Diatta</i>	
<a href="#"><u>L'expérience de la rue comme socialisation par la marge : itinéraires de jeunes de la rue (<i>faqman</i>) � Dakar</u></a> .....	Erreur ! Signet non défini.
<i>Safietou Diack</i>	
<a href="#"><u>Les moutons de villes, entre profils d'acteurs et pratiques d'élevage dans les espaces improvisés à Dakar et à Thiès (Sénégal)</u></a> .....	Erreur ! Signet non défini.
<i>Boubacar Barry</i>	
<a href="#"><u>Paradoxes et controverses du développement urbain : Les initiatives locales, supports du développement local urbain à Tambacounda</u></a> .....	Erreur ! Signet non défini.
<i>Aissatou Dramé et Cheikh Samba Wade</i>	
<a href="#"><u>Pèlerinage � Fès : sens, logiques d'acteurs et levier de diplomatie religieuse</u></a> .....	Erreur ! Signet non défini.
<i>Mouhamadou Mansour Dia</i>	

Sciences et sixième sens : La physique des sub-quanta, les ondes de probabilité et le rôle de la paranormalité dans la créativité et la découverte scientifique.

---

**Vulgarisation religieuse et service public : fonctions des radios confessionnelles dans un contexte de cohabitation religieuse au Sénégal**Erreur ! Signet non défini.

*Serigne Sylla*



## Editorial

### **Pour une épistémologie audacieuse et des approches éclectiques et collaboratives des savoirs**

Dr Patrice CORREA  
Enseignant-chercheur,  
Directeur de l'UFR des Civilisations, Religions, Arts et  
Communication,  
Université Gaston Berger de Saint-Louis

Depuis plusieurs décennies, le sociologue, anthropologue et philosophe français, Edgar Morin, constatant les limites objectives d'un système scientifique cloisonné par les « spécialisations » et les logiques disciplinaires d'identification, invite les chercheurs à une épistémologie de la pensée complexe, soit une sorte de confession de la complexité du fait scientifique. Autrement dit, on ne peut parier sur une épistémologie de la complexité sans avoir, au préalable, reconnu la complexité de l'objet qui hante le scientifique. Cette posture est une exhortation à re-nouer avec une vieille tradition de questionnement et de construction des savoirs, à travers un prisme éclectique et une volonté de re-découvrir les secrets qui entourent les faits et phénomènes. Dans cette perspective épistémologique où la totalité systémique ou organique prend une place de choix, il faut comprendre le parcours scientifique atypique de l'auteur de *Introduction à la pensée complexe* (1990), *Les Stars* (1957) et *L'Esprit du temps* (1962) qui a pu nourrir sa pensée d'apports conceptuels issus de sphères diverses: la sociologie, l'anthropologie, la philosophie. On ne saurait oublier son intérêt particulier pour la biologie, l'écologie et l'éthologie dans sa pratique des sciences humaines est

sociales. Car comme il écrit dans « Introduction à la pensée complexe », il faut « *distinguer sans disjoindre et associer sans identifier ou réduire* », (Morin 1990).

Deux décennies après l'entrée dans le 21<sup>ème</sup> siècle, les sociétés contemporaines font face à une révolution technologique sans précédent avec la « planétarisation » du phénomène Internet. Dans ce contexte où la technologie a fortement pénétré les différents compartiments de nos sociétés, les mutations s'observent dans les secteurs de l'économie, de la culture, de l'éducation et de la santé ou encore dans la gouvernance politique, les finances et l'agrobusiness. La pratique scientifique a aussi connu des évolutions voire des révolutions majeures dans la conquête, la construction et la constatation du savoir selon le *process* bachelardien (Bachelard 1938). L'avènement de l'informatique, les innovations récentes du secteur audiovisuel et l'avènement des médias socionumériques dans les pratiques scientifiques mais aussi la constitution d'équipes de recherches de plus en plus diversifiées, donnent un peu plus de sens à la pluridisciplinarité mais surtout à la transdisciplinarité. C'est la preuve qu'au moins une partie de la communauté scientifique a compris les transversalités et les processus collaboratifs sont des enjeux d'une recherche de qualité. Comment donc ne pas plaider, au risque de creuser encore le fossé, un rapprochement des disciplines et des champs ? Comment persister dans la voie d'un cloisonnement contre-productif des chercheurs dans un monde davantage complexe et un des sociétés de plus en plus différenciées? Est-il encore raisonnable d'élever des murs d'une « ghettoïsation » des savoirs au moment où la technologie a créé des conditions des humanités digitales ?

Le présent numéro de la revue sénégalaise de sociologie veut parier sur l'audace épistémologique, la complexité et, en conséquence, la recherche collaborative. Il peut ainsi être perçu comme une approche plurielle des faits et phénomènes dans une



même vision globale de sciences de la complexité. C'est une manière de questionner de façon séparée mais solidaire les mêmes phénomènes qui hantent chaque auteur. Elle suppose de faire preuve d'un regard « méta » et donc, d'une métadiscursivité pour un examen épistémologique de chaque « objet ». C'est en cela que les différentes thématiques abordées par les auteurs, malgré leurs sensibilités diverses, constituent un prétexte pour aller vers des approches collaboratives et critiques. Mais au-delà du présent numéro, de la richesse et de l'originalité des contributions, c'est un nouveau paradigme qui s'ouvre à notre époque. Ce tournant ne saurait être manqué tant les disciplines et leurs « patriciens » s'accordent sur l'impérieuse nécessité de s'adapter aux mutations des phénomènes étudiés et de co-construire des matériaux scientifiques pertinents. Sur l'ambition heuristique et l'effort de rupture, ce numéro donne, dès le début, une tonalité épistémologique totalement audacieuse. En effet, le texte proposé par Abdoulaye Niang interroge et surtout plaide la reconnaissance de la place du sixième sens comme fécondité expérientielle de l'homme de science. Pour cet auteur c'est un élément heuristique à intégrer dans l'activité scientifique. En postulant l'intérêt des sens dans la mise en œuvre du travail scientifique, Niang réhabilite de façon documentée et originale les perceptions extrasensorielles longtemps « recalées », « indésirées » voire « incriminées » en sciences tout en rappelant leur valeur scientifique déjà actée. Cette audace épistémologique prouve à suffisance que faire de la science c'est aussi oser une révolution paradigmatique au sens de Thomas Kuhn (Kuhn 1972).

Dans la foulée de cette perspective épistémologique, la contribution de Ibrahima Bao met en exergue la traditionnelle problématique de la scientificité de la sociologie. Elle met l'accent sur les liens qu'entretiennent la sociologie et l'épistémologie. À travers un rappel synthétique de plusieurs courants et auteurs, Bao s'emploie à démontrer comment la

sociologie, toujours concurrencée par la connaissance spontanée des acteurs sociaux et constamment en procès de scientificité, mobilise les ressources nécessaires à l'affirmation ou la réaffirmation de sa légitimité scientifique. Après avoir décliné trois catégories épistémologiques (une épistémologie psychologique, une épistémologie objectiviste et une épistémologie historico-déductive) à la fois distinctes et imbriquées, il insiste sur la nécessité de revisiter les traditions des pères fondateurs de la sociologie, notamment l'effort de concilier l'épistémologie compréhensive d'un Weber « individualiste » et celle explicative d'un Durkheim « holiste » qui cherchent chacune à mettre à l'abri le sociologue des tentations de la vulgate populaire. Ce recul doit se comprendre comme une injonction de l'éthique du chercheur en sciences sociales et humaines. C'est encore plus vrai quand il s'agit de soumettre à l'épreuve des questions aussi sensibles que celles religieuses, comme l'ont traitées, avec une méthodologie fouillée, Mouhamadou Mansour Dia et, plus loin, Serigne Sylla concernant l'islam confrérique sénégalais. La pratique religieuse est au cœur de la vie des Sénégalais. En grande partie confrérique, l'islam s'organise en plusieurs sensibilités. Il traverse tous les aspects de la vie et rythme les dynamiques individuelles et collectives des Sénégalais. C'est ce que démontrent ces deux auteurs, chacun à travers son angle d'analyse. L'article de Mouhamadou Mansour Dia questionne la pratique religieuse des Sénégalais, notamment ceux de la confrérie Tidiannya, à travers le pèlerinage de Fez, au Maroc. Au-delà de la mise en exergue d'un double mouvement faisant interagir des croyants dans le cadre d'une sociologie de l'expérience sociale fondée sur l'action mémorielle (le pèlerinage), cette enquête historico-sociologique sur le pèlerinage révèle d'autres facettes de la religiosité: son caractère « intégral » et sa complexité. Bien plus qu'une fonction spirituelle stricte, le pèlerinage des Tidianes sénégalais à Fèz,

selon Dia, recouvre des dimensions politico-diplomatiques, économiques, stratégiques entre les deux pays. Cette contribution révèle indiscutablement le caractère protéiforme du pèlerinage comme fait social total. Sous un autre registre, le fait religieux a l'objet d'une investigation tout aussi stimulante : « la communication religieuse » ou pour le dire mieux, la « communication confrérique ». Cette problématique est abordée dans le contexte des mutations politico-démocratiques ayant marqué le Sénégal des années 1990 à 2000. La libéralisation des ondes a entraîné, selon Sylla, une ruée de certaines communautés religieuses vers le champ de communication radiophonique afin de vulgariser leurs visions et participer au dialogue des religions. Cet aspect des médias confessionnels en contexte de diversité religieuse permet à Serigne Sylla d'examiner à la fois les fonctions de cohésion sociale et les risques de replis identitaires. Son article apporte une valeur ajoutée à une sociologie des médias encore balbutiante au Sénégal.

Les problématiques migratoires ne pouvaient pas être le parent pauvre de cette parution. En effet, au vu de son histoire, sa position et sa réputation, le Sénégal s'est ouvert au monde en se constituant un creuset des mobilités humaines émigration/immigration. Mais dans ce pays on observe beaucoup d'évolutions des perceptions et valeurs associées à la migration. Là encore, les enjeux sont divers et partagés entre les représentations sociales liées au retour des acteurs migrants en termes d'échec ou de ré-investissement des capitaux acquis. Mamadou Dimé a traité avec beaucoup d'intérêt les motivations des acteurs des « migrations du retour » en distinguant le « retour subi » du « retour choisi » sans manquer de relever la diversité des profils et des parcours des migrants. Cet article met donc en débat une question d'une brûlante actualité sur les stratégies d'appropriation des « nouvelles » opportunités qu'offre l'environnement sénégalais. Les départs vers les pays

d'immigration ont provoqué des drames préoccupant depuis plus d'une dizaine d'années, notamment avec les embarcations de fortunes à bord de pirogues à partir des rives sénégalaises, vers un « Eldorado » européen. Mirage ! Une philosophie presque suicidaire résumée dans l'expression « Barça wala Barsah » traduit un échec collectif à la fois sur les plans politique, social, culturel et éducatif. Dimé inverse le regard en traitant les stratégies de retour et oblige son lecteur à envisager le questionnement dans l'autre sens.

Les politiques ou actions mises en œuvre dans la lutte contre ce phénomène consistent, entre autres, à motiver les candidats réels ou potentiels à l'émigration, à développer des projets professionnels. Abdoulaye Ngom le rappelle à travers les projets « Alternatives endogènes contre les migrations irrégulières » et « Action pour gérer l'immigration irrégulière ». Ces projets constituent pour la ville de Kolda des dispositifs de lutte contre l'émigration irrégulière. D'autres initiatives contribuent à donner de l'espoir aux jeunes en transformant leur désir d'ailleurs en « investissement local » dans l'économie agricole, les métiers de l'élevage, les secteurs culture, du sport et des services...

De telles initiatives participent au renforcement du tissu économique local, facteur de stabilité sociale et d'espoir notamment pour les jeunes et les femmes. Or les travaux de Cheikh Samba Wade et Aissatou Dramé sur les efforts de prise en charge du cadre de vie, les ré-investissements des ressources migratoires, la création d'initiatives locales par les habitants de Tambacounda... font de cette ville une métropole naissante dans la vaste région Est du Sénégal. Leur article met en lumière les motivations des tambacoundois dans la transformation de leur ville. Ce dynamisme est le fait de l'engagement des structures de bases que sont les associations, les mouvements et acteurs de toute sorte.

A l'image de Tambacounda, dans d'autres villes comme Dakar et Thiès, ce sont les stratégies des familles pour faire face aux contraintes financières des grands événements comme la Tabaski que Boubacar Barry met en lumière. Cette fête importante est devenue une opportunité pour ces dernières grâce à l'élevage de mouton en ville. D'une pierre deux coups! Les familles s'approvisionnent en « mouton de Tabaski » et développent une activité économique. Cet article est original car il révèle le caractère arbitraire du tracé des traditionnelles frontières entre ruralité et urbanité. Il soulève aussi les enjeux liés à cette pratique d'élevage en ville dans un contexte où les transformations l'urbain ne sont pas encore totalement maîtrisées.

Mais comment ce numéro aussi éclectique que déconcertante sur le plan des méthodes, des concepts et des risques épistémologiques pris par les auteurs auraient pu passer à côté les problèmes de déviance ? Comment ne pas interroger l'un des plus grands défis de nos autorités et de toutes nos institutions dans la structuration et la régulation sociales? C'est à ce niveau qu'il faut apprécier à leur juste valeur, respectivement, les enquêtes de Victor Nfansou Diatta et Benoit Tine sur les usages sociaux du cannabis en Casamance, région enclavée, marquée par des caractéristiques forestières et insulaires et en proie à une rébellion armée. Ces facteurs, ainsi que celle de sa position frontalière avec deux pays semblent favoriser la production et la consommation d'un produit illégal devenu pourtant une ressource économique structurante. Sur un autre registre de la déviance, on note les investigations de Safiétou Diack sur le phénomène des *faqman*, ces jeunes gens qui s'échappent des structures de socialisation formelles pour se socialiser à travers la rue. Le travail de Diack a l'avantage de revenir sur l'importance de la sociologie de l'expérience afin de comprendre la production de sens des « déviants » dans la sphère de la marginalité. En effet, si les auteurs Diatta et Tine

ont démontré que dans la consommation de cannabis, il y a une dimension sociale. Il y a également un sens et des représentations à comprendre du point de vue des usagers et non du point de vue du discours conventionnel de la société. A bien des égards l'enquête de Diack donne des résultats similaires et nous oblige à une réflexion théorique et épistémologique critique et décentrée de la tyrannie des conventions sociales. En cela, l'in-discipline et la complexité épistémologique sont nécessaires pour aider le chercheur à s'émanciper davantage des certitudes aveuglantes. Le lecteur trouvera certainement dans ce numéro d'une grande richesse pluridisciplinaire et pluri-thématique, une belle occasion de découvrir mieux encore un paysage sociétal sénégalais en constante mutation.

### **Bibliographie**

Bachelard G. (1938), *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin.

Morin E. (1957), *Les Stars*, Grove Press.

Morin E. (1990), *Introduction à la pensée complexe*, ESF.

Kuhn T. (1972), *Structure des révolutions scientifiques*, Flammarion.

## Les stratégies de lutte contre la migration clandestine à Kolda, région sud du Sénégal

Abdoulaye NGOM,  
Enseignant-chercheur  
Université Assane Seck de Ziguinchor  
Chercheur affilié-UMR 7367 Dynamiques Européennes-CNRS  
Université de Strasbourg

**Résumé :** Cet article examine, par le biais d'une recherche qualitative, les stratégies de lutte contre les migrations clandestines dans la région de Kolda à travers l'étude de deux projets : « Alternatives endogènes contre les migrations irrégulières » et « Action pour gérer l'immigration irrégulière ». Ces deux projets ont été mis en œuvre par le gouvernement du Sénégal en collaboration avec l'appui financier d'organismes internationaux pour promouvoir des projets de développement pourvoyeurs d'emplois et de revenus. Il s'agit aussi de créer les conditions favorables au maintien des jeunes dans la région pour qu'ils renoncent à emprunter les chemins de la migration clandestine. L'article met ensuite en lumière d'autres stratégies de lutte contre les migrations à une échelle plus globale du territoire national sénégalais.

**Mots-clés :** politiques de prévention, projets, migration clandestine, Kolda.

**Abstract :** This article examines, through qualitative research, strategies to combat illegal migration in the Kolda region through the study of two projects : "« Alternatives endogènes contre les migrations irrégulières » et « Action pour gérer l'immigration irrégulière »." These two projects were implemented by the Government of Senegal in collaboration with the financial support of international organizations to promote development projects that provide employment and income. It is also about creating the right conditions for young people to stay in the region so that they do not have to take the path of illegal migration. The article then highlights other

*strategies to combat migration on a more global scale in Senegal's national territory.*

**Keywords:** *prevention policies, projects, illegal migration, Kolda.*

## Introduction

Ces vingt dernières années, les migrations clandestines<sup>1</sup>, interdites et très contrôlées, n'ont cessé de retenir l'attention de nombreux chercheurs : sociologues, géographes, démographes, politiques, juristes. C'est toujours le cas aujourd'hui, suite aux multiples tentatives de *candidats à la migration*<sup>2</sup>, les uns montant dans des pirogues depuis les côtes africaines pour essayer de rejoindre un pays proche du continent européen, les autres à bord de camions et de pickups pour effectuer leur voyage à travers un très long périple dans le désert du Sahara. Ces différentes tentatives, quelque peu désespérées, sont le plus souvent relatées dans la presse locale et internationale, laissant apparaître une médiatisation croissante de la question à l'échelle mondiale (Ngom 2019). Au Sénégal, nombreux sont les jeunes qui ont pris les chemins de la migration brandissant le slogan

---

<sup>1</sup> Une version préliminaire de ce texte a fait l'objet d'une communication sous le titre "Devices and strategies of fight against the illegal immigration to Kolda, region of the south of Senegal", colloque New Social Dynamics in Senegal, Laboratoire d'Anthropologie des Mondes Contemporains, Université Libre de Bruxelles, 13-14 Mars 2017.

<sup>2</sup> Le terme *candidat à la migration* est une catégorie construite par nous-même pour désigner tout individu ayant tenté à une ou plusieurs reprises le voyage vers l'étranger, qu'il ait emprunté un itinéraire terrestre ou maritime. Ailleurs, dans d'autres lieux comme c'est le cas notamment au Maroc, ce terme candidat à la migration désigne les "harragas", comme le rappelle Chadia Arab « Harraga, qui vient de harag, "brûler", signifie aussi "resquiller". Il désigne surtout le voyage vers l'eldorado européen, dans la soute d'un bateau, dans un conteneur ou une barque de passeurs après un passage clandestin au Maroc. Les harragas sont littéralement "ceux qui brûlent"; ils brûlent leurs papiers pour traverser la mer, sans identité, sans passé, sans histoires. » : (Arab 2001 : 88).



“*barça wala barzakh*”<sup>3</sup> ou “*mbeuk bi*” pour d’autres. Cet article s’intéresse à ce phénomène depuis la région de Kolda, bastion par excellence et foyer de départs de nombre de *candidats à la migration* qui empruntent soit la voie terrestre, soit la voie maritime. Nombreux sont les *candidats à la migration* dans cette région qui ont péri dans les eaux de la mer méditerranéenne ou sur les chemins du désert ; les plus chanceux ont été rapatriés à l’issue d’un long périple migratoire. Ces départs vers l’étranger, soit par voie maritime soit par voie terrestre, ont entraîné beaucoup de décès et de disparitions dans la région de Kolda. Face à un tel constat, des solutions idoines s’imposent aussi bien pour les pays hôtes (pays européens) que pour les pays de départ de ces milliers de *boat people* à la recherche de meilleures perspectives de vie. C’est dans ce cadre que le gouvernement du Sénégal, en partenariat avec des organismes internationaux et certains pays de l’Europe du Sud, a pris des mesures d’urgence pour promouvoir à l’échelle nationale, mais aussi dans les régions les plus touchées par les départs, des projets de développement pourvoyeurs d’emploi et de revenus. Ces mesures se déclinent à travers la signature d’accords avec certains pays comme l’Espagne et la mise en place de projets de développement en partenariat avec l’Union européenne. Il y a donc une véritable stratégie de lutte contre la migration clandestine qui a été mise en place. L’objectif était de créer les conditions favorables au maintien des jeunes dans leurs localités pour qu’ils renoncent à emprunter les chemins dangereux de la migration clandestine. Les projets « Alternatives endogènes contre les migrations irrégulières (ALEMI) » et « Action pour gérer l’immigration irrégulière (AGIR) », mis en oeuvre dans la région de Kolda, s’inscrivent dans le cadre de ces politiques de prévention des départs. La première partie de l’article s’attachera à rendre compte de quelques éléments d’ordre

---

<sup>3</sup> Littéralement Barcelone ou le purgatoire

méthodologiques et épistémologiques, la seconde partie de l'étude examinera les projets « Alternatives endogènes contre les migrations irrégulières » et « Action pour gérer l'immigration irrégulière ». Enfin, nous présenterons une analyse des résultats des deux projets tout en examinant leurs effets sur les migrations provenant de la région de Kolda, et l'analyse d'autres stratégies et dispositifs juridiques à l'échelle du territoire national sénégalais. Toutefois, avant de mettre en lumière les deux projets que nous nous proposons d'étudier dans cet article, un bref rappel du contexte des migrations clandestines dans la région de Kolda s'avère nécessaire, même s'il ne s'agit pas ici de procéder à une présentation exhaustive.

### **Éléments de méthodologie**

Notre travail combine d'une part une ethnographie multi-située (Marcus 1995) qui consiste à suivre son objet d'étude dans le temps sur plusieurs sites, et d'autre part une posture socio-anthropologique qui :

« se veut au plus près des situations naturelles des sujets de la vie quotidienne, conversations, routines, dans une situation d'interaction prolongée entre le chercheur en personne et les populations locales, afin de produire des connaissances in situ, contextualisées, transversales, visant à rendre compte du point de vue de l'acteur des représentations ordinaires, des pratiques usuelles et de leurs significations autochtones » (Olivier De Sardan 2008 : 41).

L'enquête s'est déroulée de 2013 à 2017 en Casamance auprès de 30 *candidats à la migration* et de divers acteurs (capitaines de pirogue, promoteurs de voyage, intermédiaires, familles, pêcheurs...) qui interviennent dans ces voyages. Nous les avons suivis pendant quatre ans sur plusieurs sites en Casamance (plus précisément dans les régions de Ziguinchor et de Kolda). Nous

les avons également rencontrés dans leur maison, dans leur lieu de travail et dans leurs lieux de loisirs.

Au regard du nombre pléthorique de jeunes ayant déjà tenté, ces dernières années en Casamance, le voyage par la voie terrestre ou maritime, nous avons choisi de privilégier des entretiens dans la durée et un suivi d'un nombre limité de familles dont nous avons voulu approfondir l'analyse des logiques d'action. Notre stratégie a consisté à approcher un *candidat à la migration* qui nous a mis en rapport avec un autre, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'un nombre suffisant de personnes-ressources ait pu être rencontré. Parallèlement aux familles et aux *candidats à la migration* choisis, des entretiens ont été effectués avec d'autres acteurs. C'est le cas en particulier avec des capitaines de pirogue, des promoteurs de voyage, des pêcheurs, des responsables d'associations et de structures de jeunes, et des coordonnateurs des projets de lutte contre la migration clandestine. D'autres personnes-ressources ont été localisées grâce à notre réseau de connaissances personnelles (amis par exemple). Nous avons effectué, parallèlement au travail de terrain, des recherches vidéo et audio<sup>4</sup> (films, documentaires, débats et témoignages) pour compléter nos lectures et mieux suivre le déroulement, en temps réel, de l'actualité sur la migration clandestine et la migration en général. Pour éviter tout biais, les entretiens ont été le plus souvent effectués en wolof ou en peuhl et traduits ensuite en français (Ngom 2018a).

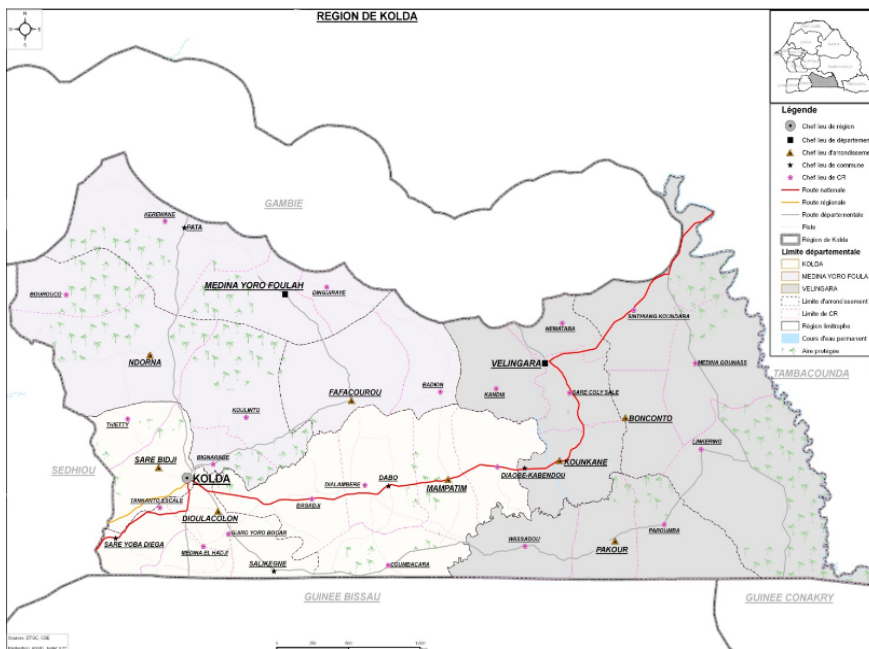
---

<sup>4</sup> *Clandestins : ils traversent l'enfer pour venir vivre en France*, est un reportage diffusé dans l'émission Zone interdite du 24 novembre 2013 sur la chaîne de télévision M6 ; *les naufragés de la Méditerranée* dans l'émission Grand Angle du 23 novembre 2016 sur BFMTV ; *Agadez au Niger, porte de l'exil*, reportage de Catherine Norris-Trent et Julien Sauvaget diffusé sur France 24 le 9 septembre 2016 ; *La république des clandestins*, film documentaire de Sébastien Deurdilly sorti en 2006 et *Re-calais*, reportage de Yann Moix sur la jungle de Calais diffusé sur ARTE le 9 juin 2018.

## **Quelques éléments de présentation de la région de Kolda**

Créée par la loi 2008-14 du 18 mars 2008, la région de Kolda représente la troisième entité administrative de la Casamance, derrière Ziguinchor et Sédhiou. Elle s'étend sur une superficie de 13721 km<sup>2</sup>, soit 7% du territoire national Sénégalais. La population de cette région est estimée à 748451 habitants en 2017, d'après les projections de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD 2013). Le climat y est de type soudanien et offre régulièrement des foyers orageux pouvant s'étaler du mois de juin à octobre. Trois départements composent la région : Kolda, Médina Yorofoula et Vélingara. Les Peulhs constituent la principale ethnie de la région. Y vivent également les Wolofs, les Sérers, les Mandings, les Sarakhoulés... Les principales activités économiques de la région s'articulent autour de l'agriculture et de l'élevage, qui occupent 80% de la population. Plus de la moitié de la population réside en milieu rural (74%), et le reste (26%) vit en milieu urbain. On y cultive du riz, du mil, de l'arachide, du haricot ainsi que d'autres cultures vivrières et de rentes. Le maraîchage et la riziculture sont très développés dans la région ainsi que l'élevage pastoral et sédentaire, notamment dans la commune de Médina Yorofoula et Kolda.

**Figure 1: Localisation de la région de Kolda au Sénégal**



*Source : Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD, 2013)*

### Contexte des migrations clandestines dans la région de Kolda

Pour comprendre les enjeux des deux projets que nous nous proposons d’analyser, il est nécessaire de rappeler brièvement le contexte dans lequel ils s’inscrivent. En effet, à l’instar des autres régions du pays, les populations de la région de Kolda sont confrontées depuis plusieurs années à la montée du chômage et à une pauvreté ambiante. Estimé à 38,8% en 2013, le taux de chômage augmente chaque année, accentue la pauvreté et rend de plus en plus difficile l’existence des familles les plus défavorisées. La région affiche le deuxième taux de chômage le plus élevé du Sénégal et l’incidence de pauvreté y

est estimée à 76,6% en 2017. En dépit des efforts consentis par le gouvernement du Sénégal, les populations connaissent d'énormes difficultés d'accès à l'emploi, notamment les jeunes diplômés qui sont éjectés du système scolaire chaque année. La région de Kolda est l'une des régions où les populations sont frappées de plein fouet par la pauvreté et son corolaire la misère. Pauvreté caractérisée par une précarité des habitats ainsi que des difficultés à assurer leur subsistance quotidienne. Elle est d'ailleurs observable dans plusieurs quartiers périphériques de la région. Les populations sont également confrontées à de nombreuses difficultés liées à l'emploi des jeunes, à l'éducation, à l'absence de ressources énergétiques... Elles peinent à sortir de leur situation afin d'améliorer leurs conditions de vie. Au niveau des couches les plus défavorisées, les dépenses quotidiennes suffisent à peine à assurer les trois repas quotidiens.

La détérioration du tissu économique et social dans la région depuis plusieurs années a eu des conséquences considérables sur les conditions de vie des familles en milieu rural, laissant peu d'alternatives aux individus qui sont dès lors contraints d'émigrer en ville en vue de trouver de meilleures sources de revenus. En milieu urbain, l'augmentation du taux de chômage chez les jeunes, la précarité de leurs conditions de vie dans certains quartiers montrent une situation de pauvreté ambiante où les possibilités de sortie de crise restent incertaines. Dans d'autres quartiers, l'absence d'infrastructures sanitaires adéquates dans les hôpitaux et centres de santé est à l'origine de décès au cours de l'évacuation des malades. La situation au sein des familles est de ce point de vue très pénible. Au-delà de la pauvreté qui frappe de plein fouet les familles, s'ajoute la hausse fréquente des prix des denrées de première nécessité ou de consommation courante qui accentue leurs difficultés. Les conditions de vie sont plus difficiles encore au sein des familles

polygames vivant sous le même toit, à cause du nombre élevé d'enfants. En milieu rural par exemple, la baisse de la pluviométrie pendant la période hivernale ne favorise pas une bonne moisson à la fin des récoltes. De plus, en raison des mauvaises récoltes, les paysans ne parviennent plus à faire de bonnes moissons ; ils ne tirent pas suffisamment d'argent de la vente de leurs récoltes. Ainsi, ils ne peuvent ni investir dans du matériel pour améliorer le rendement de leurs terres ni subvenir correctement à leurs besoins quotidiens. Une véritable économie de la "débrouille" se développe en conséquence dans plusieurs quartiers de la région, où l'on vit selon les besoins du moment en fonction des moyens du moment, les chefs de famille devant déployer beaucoup d'imagination et d'énergie pour trouver les ressources pour nourrir les leurs. D'où l'émergence de la figure sociologique du "goorgorlu"<sup>5</sup>, chef de famille qui part chaque jour à la recherche de ces précieux "weccet" (pièces de monnaie) qui lui permettront de nourrir les siens. La figure du "goorgorlu" est présente également dans les autres régions du Sénégal. Les

---

<sup>5</sup> "Goorgorlu" est l'intitulé d'un célèbre sketch illustrant le quotidien d'un père de famille toujours à la recherche de nouvelles stratégies pour assurer la dépense quotidienne pour sa famille. La figure du "goorgorlu" est présente dans presque toutes les villes du pays. Parfois c'est l'apanage des pères de familles à la retraite qui, n'ayant pas de relève dans la famille, doivent subvenir aux besoins quotidiens de leurs familles. Dans d'autres cas, il s'agit de pères de familles pauvres, n'ayant pas beaucoup de moyens d'assurer la survie de leur famille ou qui occupent un emploi insuffisamment rémunéré. Le goorgorlu se lève le matin en ayant l'espoir de trouver l'argent nécessaire pour assurer les trois repas de la famille. La stratégie du "goorgorlu" peut consister à faire du porte à porte afin de solliciter l'aide de son entourage familial ou d'un inconnu. Elle peut consister aussi à faire du porte à porte pour faire part de ses problèmes à d'autres dans l'espoir qu'ils puissent l'aider. Il peut s'agir par exemple d'une ordonnance avec laquelle il se promène toute la journée afin de susciter la pitié des gens. Cette figure illustre très bien les difficultés économiques auxquelles sont confrontées de nombreuses familles, aussi bien en ville que dans les campagnes (Ngom 2019 : 88-89).

difficultés des ménages sont plus marquées dans les campagnes que dans les villes, poussant de *facto* les individus à explorer d'autres sources de revenus en milieu urbain.

Globalement, des problèmes réels subsistent qui ne font qu'accroître les difficultés de la vie quotidienne des populations, les poussant à chercher d'autres stratégies pour améliorer leurs conditions de vie. C'est dans ce contexte que la migration clandestine trouve toute son importance au regard des mobilisations familiales et/ou individuelles qu'elle suscite. Aussi bien en ville qu'en milieu rural, on voit de nombreuses familles mobiliser toutes leurs économies pour financer le voyage d'un des leurs. L'émigration clandestine dans la région de Kolda est de ce point de vue intrinsèquement liée au chômage, à la pauvreté, à la hausse des denrées de première nécessité ou de consommation, mais aussi à la crise du système éducatif où on assiste à l'étiollement des modèles de réussite basés sur l'école (Ngom 2017a).

### **Le projet Alternatives endogènes contre les migrations irrégulières (ALEMI)**

Le projet Alternatives endogènes contre les migrations irrégulières a débuté le 01 mai 2012 et s'est terminé le 28 août 2013. Il s'est étendu à peu près sur une période de deux ans et s'inscrivait dans le cadre des stratégies de lutte contre la migration clandestine, comme ce fut le cas de d'autres initiatives de lutte contre la migration clandestine au Sénégal (par exemple le collectif des femmes de Thiaroye dans la région de Dakar). Le projet a couvert les communes de Kolda, Vélingara, Kounkané, Pata, Médina Yéro Foula, Saré Yoba Diéga et Diaobé-Kabendou ainsi que les communautés rurales de Médina Elhadj, Tankanto Escale, Saré Bidji, Saré Coly Sallé, Médina Gounass, Kandiyaye, Némataba, Kandia, Kéréwane, Dinguiraye, Niaming, Dioulacolon et Mampatim.



La principale cible du projet étaient les *candidats à la migration*, mais aussi de façon plus générale l'ensemble de la population, autour de plusieurs actions. L'un des objectifs du projet était de contribuer à l'émergence de conditions favorables à une meilleure gestion des migrations au Sénégal par la promotion d'activités de sensibilisation et d'éducation au développement. Le projet avait également ciblé un groupe de 2400 migrants potentiels de la région de Kolda (élèves des établissements secondaires et moyens de la région, jeunes des associations sportives et culturelles (ASC) des villages et quartiers ciblés, « sans-emplois » chroniques et diplômés-chômeurs, jeunes ruraux adeptes de l'exode rural annuel (après les récoltes). Les familles de 2400 migrants faisaient partie des groupes ciblés par le projet, ainsi que les *candidats à la migration* regroupés au sein de l'association des rescapés du Maroc et d'Espagne de la région de Kolda (ARMEK). L'association GANDIA des Balantes, la SYSED et l'association pour le développement économique et culturel (ADESC) étaient les principaux destinataires. Parmi les actions du projet, on note des campagnes de sensibilisation sur les migrations clandestines qui mettent l'accent sur les dangers, les conditions du voyage, et les conséquences qu'elles induisent pour la région à long terme. Celles-ci ont été menées en partenariat avec les "porteurs de voix", impliquant les artistes musiciens, les chefs religieux et coutumiers, les mères de famille, les présidents d'associations, les autorités politiques...

La participation significative des artistes s'est manifestée à travers la production de chansons et œuvres théâtrales sur le thème de l'immigration clandestine, qui sont écoutées et suivies par une majorité de jeunes. Cette implication des artistes s'était déjà illustrée à l'échelle nationale, quand des musiciens avaient composé des chansons sur ces voyages. On peut citer à titre d'exemple Youssou Ndour (*tukki*<sup>6</sup>), Mapenda Seck (*barça wala*

---

<sup>6</sup> Littéralement : le voyage

*barzakh*), Abdourahmane Seye dit New Bi (*gual gui*<sup>7</sup>), Demba Aw dit Niagass (*beug dem*<sup>8</sup>).

Parallèlement sont organisées dans les écoles, les collèges et les lycées de la région de nombreuses conférences sur les migrations clandestines. Les élèves sont également sollicités pour la rédaction de dissertations sur le thème de la migration clandestine, les meilleures étant récompensées. Ces actions permettent aux jeunes de prendre conscience de plusieurs aspects du phénomène et des dangers qui l'entourent, contribuant ainsi à faire renoncer nombre d'entre eux qui envisageraient de voyager en empruntant ces itinéraires (terrestres ou maritimes).

Des journées de recueil de témoignages sont également aménagées avec conjointement l'appui des associations et des autorités étatiques de la région afin de donner la parole aux mères de famille et de susciter des débats permettant de sensibiliser l'ensemble de la population locale. Ces témoignages sont d'une importance capitale dans la mesure où de nombreux *candidats à la migration* ont été soutenus dans leur projet migratoire par leurs parents (Ngom 2017b), et les mères de famille au premier chef. Par ailleurs, l'objectif du projet était de participer à une meilleure gestion des flux migratoires au Sénégal à travers des actions de sensibilisation, d'éducation et d'élaboration de projets de développement. Il s'agissait aussi, à travers le projet ALEMI, de permettre l'accès des plus jeunes aux terres afin de les accompagner, de les encadrer et de les aider dans le développement d'activités génératrices de revenus pouvant leur permettre de développer leurs propres activités et éviter qu'ils ne soient tentés par la migration, en favorisant notamment l'appui financier et matériel des structures de

---

<sup>7</sup> Littéralement : la pirogue

<sup>8</sup> Littéralement : vouloir partir

formation des jeunes. C'est dans cette perspective que la fédération des jeunes producteurs agricoles du fouladou (FJPA) de Kolda a été mise en place. Cette fédération, créée en 2013, regroupe plus de 600 jeunes producteurs agricoles dont l'objectif est de lutter contre le chômage des jeunes et les migrations clandestines, en mettant l'accent sur la valorisation de leurs compétences en matière d'agriculture, condition sine qua non pour le développement de leurs activités et l'accroissement de leurs propres revenus.

**Figure 1:** Un *candidat à la migration* exhibant le premier sac d'oignons de son champ financé et accompagné par ALEMI et AGIR



Source : *Enquête de terrain*

Le projet a permis d'appuyer des groupements de jeunes dans différentes activités, notamment dans la mise en place de poulaillers, dans le maraîchage ainsi que dans d'autres secteurs d'activité. De nombreux jeunes ont pu bénéficier d'une formation dans le domaine agricole leur permettant d'accroître

le rendement de leur production. Il s'agit ainsi d'encourager et d'accompagner toute initiative et activité pourvoyeuses d'emplois et génératrices de revenus afin de montrer aux jeunes qu'ils peuvent réussir leur vie sans pour autant la risquer dans des voyages clandestins très dangereux (Ngom 2018b). Dans la mesure où la majorité de la population locale se consacre à l'agriculture ainsi qu'à l'élevage, les projets comportent aussi un volet assez large relatif à ces activités de subsistance. Il fallait donc procéder au financement d'activités de maraîchage dans les villages et les communautés rurales de la région et qui sont de surcroît gérées et exploitées par des jeunes. Enfin, les campagnes de sensibilisation, d'information, de mobilisation et les recueils de témoignages menés à l'échelle de toutes les communautés rurales et villageoises de la région ont permis de mieux rendre conscients les jeunes de plusieurs aspects du phénomène et des dangers qui l'entourent, contribuant ainsi à faire renoncer nombre de ceux qui pourraient envisager de voyager en empruntant ces itinéraires (terrestres ou maritimes).

**Figure 2:** Un *candidat à la migration* dans son champ de maraîchage financé et accompagné par les projets ALEMI et AGIR



Source : Enquête de terrain

### **Le projet Action pour gérer l'immigration irrégulière (AGIR)**

Concernant le projet Action pour gérer l'immigration irrégulière, il a démarré le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et s'est terminé le 30 janvier 2009. Il a duré environ un an, donc moins longtemps que le projet ALEMI. Les principaux destinataires étaient les populations de la région de Kolda, dont les familles des *candidats à la migration* rapatriés d'Espagne au cours de l'été 2006, ainsi que les jeunes en situation de chômage dans la région. Le principal bénéficiaire du contrat de subvention était l'ADESC (Association pour le Développement Économique Social et Culturel de Kolda). Tout comme ALEMI, le projet AGIR avait un volet assez large de sensibilisation à travers l'édition et la diffusion de petits livrets dans les langues locales (Manding, Pular, Balante, Peulh...) distribués aux populations locales, et la réalisation d'un documentaire sur la migration clandestine qui montre les dangers liés aux voyages. Ce travail de sensibilisation (Bouilly 2008) sur les dangers de la migration

clandestine s'effectue aussi dans les autres régions du Sénégal par le biais associatif, notamment à Dakar avec le Collectif des femmes de Thiaroye. Enfin la mise en place des deux projets (ALEMI et AGIR) a permis de recenser les rapatriés dans douze collectivités locales de la région. Les objectifs visés dans le cadre de ce projet correspondent à peu près aux mêmes que ceux déclinés dans le projet ALEMI.

**Figure 3:** Témoignage d'une mère de famille sur les dangers de la migration clandestine lors des journées de sensibilisation dans la région de Kolda



*Source : Enquête de terrain*

### **Les résultats des deux projets**

Étant donné que les objectifs des projets visaient surtout à empêcher les jeunes de la région de prendre, de plus en plus, les chemins de la migration clandestine, les résultats s'articulent particulièrement autour de l'impact des campagnes de sensibilisation sur cette population tentée par la migration, et le développement d'une série d'activités pourvoyeuses d'emploi à

long terme. Ces projets ont permis un plus grand accès des jeunes aux terres en étant accompagnés, encadrés et aidés dans le développement d'activités génératrices de revenus leur permettant de développer leurs propres activités. Ils ont favorisé notamment l'appui financier et matériel des structures de formations des jeunes. L'essentiel a été fait pour qu'ils ne soient plus tentés par la migration. Il s'agissait de mettre l'accent sur la valorisation des compétences des jeunes en matière d'agriculture, condition sine qua non pour le développement de leurs activités et l'accroissement de leurs propres revenus. Jusqu'à aujourd'hui, des jeunes développent leur propre activité agricole grâce à la formation et à l'appui qui leur a été apporté dans le cadre des deux projets (Ngom 2020). Ils ont trouvé des sources régulières de revenus qui leur permettent de se prendre en charge et d'aider leur famille. Des entretiens effectués dans la communauté rurale de Saré Bidji<sup>9</sup> avec des *candidats à la migration* ayant bénéficié du soutien et de l'appui de ces projets montrent en substance qu'un certain nombre d'entre eux ne sont plus tentés par la migration vers le continent européen et préfèrent rester, comme l'explique Hamidou, ancien *candidat à la migration* :

---

<sup>9</sup> Saré Bidji, une communauté rurale située dans la région de Kolda en haute Casamance dans le sud du Sénégal. Elle s'étend sur une superficie de 325 km<sup>2</sup>. En 2013, sa population est estimée à 16753 habitants (ce chiffre est obtenu sur la base d'une extrapolation des données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage produites par l'ANSD en 2013). Elle est limitée à l'ouest par la communauté rurale de Diana Bah (région de Sédhiou), à l'est par les communautés rurales de Bignarabé et Ndorna, au nord par la communauté rurale de Thiéty et au sud par les communautés rurales de Tankanto Escalé et Dioulacolou. Les Peulhs constituent l'ethnie majoritaire à Saré Bidji. Plus de 90% de la population s'active dans l'agriculture, qui constitue la véritable épine dorsale de l'économie de subsistance des familles dans cette communauté rurale

« Vous voyez ces immenses champs d'oignons, de carottes et de choux, je les exploite avec un autre de mes amis avec qui j'avais fait le voyage pour aller en Europe en 2005. Depuis que nous avons été rapatriés, le financement et la formation que nous avons eus grâce à ces projets nous ont permis depuis lors de cultiver beaucoup de produits que nous revendons ensuite au marché, aussi bien à Kolda que dans les autres villes de la Casamance. C'est grâce à cet argent que j'ai pu même prendre une femme. Avec ça au moins, nous sommes sûrs d'avoir de quoi nourrir nos familles et avoir des revenus réguliers, car on cultive sur toute l'année. Pour le moment, je ne pense plus quitter ici et partir en migration et je ne suis même pas sûr que ce que j'ai actuellement avec mes champs, je pourrais l'avoir une fois en Europe. »

**Figure 4:** Champ de carottes et de choux financé et accompagné par le projet ALEMI et AGIR



*Source : Enquête de terrain*



Au-delà du volet agricole, les projets ont également permis d'appuyer des groupements de jeunes dans différentes activités, notamment dans la mise en place de poulaillers. Il s'agit d'aider les jeunes à construire un local, ensuite de les financer pour qu'ils achètent des centaines de poussins qu'ils élèvent et revendent par la suite pour avoir des sources de revenus. Les jeunes sont aidés dans l'achat de poules pondeuses pour développer des activités de vente d'œufs. Enfin, les résultats des deux projets se déclinent aussi à travers les campagnes de sensibilisation, d'information, de mobilisation et de recueil de témoignages menés à l'échelle de toutes les communautés rurales et villageoises de la région, qui ont permis de faire prendre conscience aux jeunes des dangers et surtout des risques qui entourent la migration clandestine, qu'elle soit effectuée par voie terrestre ou maritime. Cela peut contribuer, à bien des égards, à faire renoncer nombre de *candidats* qui seraient tentés de refaire le voyage, ou d'autres jeunes de s'engager dans cette voie.

### **Autres stratégies et dispositifs juridictionnels à l'échelle du territoire national sénégalais**

Sous le régime de l'ancien président de la République du Sénégal, Abdoulaye Wade, le plan retour vers l'agriculture (REVA) avait été mis en œuvre avec l'appui financier de l'Espagne (10000000€) et du Maroc (9900000€) afin d'encourager les jeunes à se tourner à nouveau vers les activités de subsistance, en particulier l'agriculture. À travers ce plan, il s'agissait d'accompagner les producteurs agricoles, de subventionner les intrants, de mettre à leur disposition des tracteurs et divers matériaux afin de moderniser le secteur, ce qui d'une part favoriserait l'augmentation des rendements agricoles et permettrait d'autre part aux jeunes d'avoir des sources de revenus. Outre la promotion de pôles d'émergence agricoles dans les zones les plus reculées du pays et la forte

implication des jeunes, le plan REVA s'inscrivait dans une politique de développement durable et de lutte contre la migration clandestine en incitant les jeunes à s'atteler à l'agriculture et de pouvoir aussi, d'une certaine manière, contribuer à la réduction du taux de chômage dans le pays.

Toujours concernant ces politiques de prévention, le Sénégal avait signé un accord de partenariat avec l'Espagne et mis en place des projets de développement avec l'appui financier de l'Union européenne. Cet accord de partenariat avait pour objectif de permettre à un nombre déterminé de jeunes d'émigrer légalement vers l'Espagne pour une durée de six mois. Durant leur séjour, ces jeunes travaillent dans les plantations agricoles (champs de raisins, de pommes, etc.). Ils devaient toutefois rentrer à la fin de leur contrat (six mois). Cependant, le constat a été que la plupart de ces jeunes ont disparu dans la nature quelques jours avant la fin de leur contrat, en trouvant notamment refuge auprès de parents ou d'amis présents sur le territoire espagnol.

Sur le plan juridique, la prise de conscience du trafic d'êtres humains aussi bien dans la sous-région que dans les autres parties du continent, causé par les guerres, les conflits armés et la situation d'instabilité politique, a amené l'État du Sénégal à ratifier, comme beaucoup d'autres pays africains, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée en 2003 en vertu de la loi n°2003-17 du 18 juillet 2003. Engagé sans commune mesure dans la lutte contre le trafic des êtres humains dont les passeurs constituent la plaque tournante et un maillon intermédiaire entre lieux de départ, lieux de transit et d'arrivée, et adossé à la volonté réelle affichée par le gouvernement de lutter contre la migration clandestine qui a endeuillé de nombreuses familles dans presque toutes les régions du pays, l'État du Sénégal a adhéré à la ratification du protocole

proposé par l'Italie et signé dans la ville de Palerme en décembre 2000.

À l'échelle sous-régionale, des mesures ont été également prises par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à travers le plan d'action régional sur la traite de personnes. Enfin une loi contre la traite des personnes a été votée en 2005. En effet, la «loi n°2005-06 du 10 mai 2005 relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées et à la protection des victimes stipule en son article 4 des sanctions à l'encontre des trafiquants de migrants, allant d'une peine d'emprisonnement de cinq (5) à dix (10) ans assortie d'une amende de 5 à 20000000FCFA pour toute forme de migration clandestine organisée par terre, mer ou air ; que le territoire national serve de zone d'origine, de transit ou de destination » (OIM 2009 : 33).

### **Pour conclure**

L'examen des stratégies de lutte contre les migrations clandestines à travers les projets "Alternatives endogènes contre les migrations irrégulières" (ALEMI) et "Action pour gérer l'immigration irrégulière" (AGIR), qui ont été mis en œuvre par le gouvernement du Sénégal avec l'appui financier d'organismes internationaux, montre le développement d'activités génératrices de revenus pour les jeunes, notamment dans le domaine de l'agriculture et du maraichage, et l'organisation de campagnes de sensibilisation sur les dangers des migrations clandestines. Ces stratégies participent d'une volonté réelle de dissuader les jeunes qui sont tentés par ces voyages. Toutefois, en dépit de ces mesures, force est de constater que jusqu'à présent des jeunes de cette région continuent de partir en migration, même si l'ampleur du phénomène a diminué ces dernières années. Nous avons également mis l'accent sur d'autres dispositifs et stratégies de lutte contre les migrations clandestines à l'échelle du territoire

national sénégalais pour bien mettre en exergue la volonté des autorités sénégalaises d'apporter des solutions à la migration clandestine. Ces projets ont eu des effets sur les départs, même si certains jeunes continuent de partir en migration en empruntant ces routes du suicide. Cette grande détermination de nombre de *candidats à la migration* de vouloir partir en Europe par la voie clandestine rejoint l'idée que « certes, le phénomène peut connaître une diminution à cause d'une conjoncture favorable dans le pays d'origine ou défavorable dans le pays d'accueil, il est permis de parler parfois d'un minimum historique, mais il n'y aura jamais de migration clandestine zéro » (Nasraoui 2013 : 9).

### **Bibliographie**

Arab C., 2007, « Le 'hrague' ou comment les Marocains brûlent les frontières », *Hommes & Migrations*, 1266 : 82-94.

Bouilly E., 2008, « Les enjeux féminins de la migration masculine. Le Collectif des femmes pour la lutte contre l'immigration clandestine de Thiaroye-sur-Mer », *Politique africaine*, 109, 1 : 16-31.

Marcus G., 1995, « Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, 24 : 95-117.

Nasraoui M., 2013, *Le migrant clandestin : le paradoxe de l'être et de la société*, Paris, L'Harmattan, « Penser le temps présent ».

Ngom A., 2017a, « L'école sénégalaise d'hier à aujourd'hui : entre ruptures et mutations », *Revue Internationale d'Éducation de Sèvres*, 76 : 24-29.

Ngom A., 2017b « Les tentatives d'émigration par la mer de jeunes Sénégalais de Casamance », *Revue des sciences sociales*, 57 : 152-159.

Ngom A., 2018a, « Les damnés de la mer : les candidats à la migration au départ de la Casamance », *Journal des anthropologues*, 154-155 : 285-304

Ngom A., 2018b, *Les routes du suicide : les migrations clandestines de la Casamance vers l'Europe*, Sarrebruck, Éditions Universitaires Européennes.

Ngom A., 2019, *Mobilisations familiales et migrations intercontinentales. De la Casamance à l'Europe*, Paris, L'Harmattan, « Logiques sociales ».

Ngom A., 2020, *Migration clandestine sénégalaise vers l'Europe : enjeux, déterminants et perspectives*, Paris, L'Harmattan, « Questions contemporaines ».

OIM., 2009, *Migration au Sénégal : Document thématique 2009, Migrations régulières et irrégulières : défis, retombées et implications politiques au Sénégal*.

Olivier de Sardan J.P., 2008, *La rigueur du qualitatif : les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-La-Neuve, Academia-Bruylant.

République du Sénégal, 2013, Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, *Situation économique et sociale de la région de Kolda*.